

a parmi eux, des libre-échangistes, des protectionnistes, des partisans d'un tarif modéré et qu'en somme ils nourrissent les opinions les plus variées. Eh bien! c'est dans le groupe le plus restreint que nous trouvons la manière de voir la plus unanime. Comme l'honorable député attache tellement d'importance à l'unanimité d'opinion, il aura la consolation de voir augmenter l'unanimité de son parti à mesure que celui-ci diminuera en nombre.

Le très hon. M. MEIGHEN: C'est le seul parti dont les rangs se sont grossis depuis la dernière élection.

M. KYTE: En rétrogradant.

L'hon. M. GRAHAM: Et le *prorata* était élevé, également.

Le très hon. MACKENZIE KING: L'élection de Hastings-Ouest n'a pas augmenté la force numérique de mon très honorable ami.

M. MARTELL: Il n'y a qu'un Irlandais pour répondre à un Irlandais.

Le très hon. M. MEIGHEN: La manière dont on s'y est pris n'est guère recommandable d'autre part.

M. KYTE: Il est très heureux pour les consommateurs canadiens que la proposition relative à la nomination d'une commission du tarif ait été faite par un ministère libéral avec l'intention de diminuer autant que possible le fardeau des contribuables. Supposons que nos amis les conservateurs fussent au pouvoir, et que cette proposition fût soumise à un caucus du parti dont l'idéal est la protection—parce que nous savons qu'il y a quelque temps le leader de l'opposition a publié un manifeste en faveur d'une plus grande protection—et supposons qu'au sein de ce parti existât l'unanimité d'opinion vantée par l'honorable député de Fort-William, comment les partisans d'un tarif modéré pourraient-ils faire parti de cette commission? Le Gouvernement serait unanimement d'avis qu'il n'y a rien de comparable à la protection, qu'elle ne saurait jamais être trop élevée, et, par conséquent, ferait en sorte d'écartier de cette commission tous les adversaires de droits modérés. Mais, dans les circonstances, s'il est vrai, comme l'a affirmé notre collègue, que notre parti compte des libre-échangistes et des amis des tarifs élevés, lorsque cette proposition sera soumise à un caucus toutes les vues seront exprimées et l'on en arrivera à de meilleures conclusions dans l'intérêt du pays que si la question était décidée par les honorables députés de l'opposition.

M. SUTHERLAND: Que mon honorable ami me permette de lui demander s'il main-

[M. Kyte.]

tient que son Gouvernement se déclarera favorable à une commission de tarifs peu élevés plutôt qu'à une autre qui étudierait le sujet selon ses mérites?

M. KYTE: Je croyais parler assez haut pour me faire entendre de l'honorable député, mais il semble que je ne m'exprime pas assez clairement pour me faire comprendre de mon collègue.

M. SUTHERLAND: Dois-je en conclure que le Gouvernement se propose de nommer une commission de tarif libre-échangiste pour l'examen de ces questions?

M. KYTE: On ne saurait me tenir responsable de l'interprétation que donne à mes paroles l'honorable député.

M. SUTHERLAND: C'est ce que j'ai compris.

M. KYTE: S'il me fallait lui faire comprendre les choses, ma tâche serait beaucoup plus ardue. Je n'ai pas suggéré que la nomination des membres de la commission du tarif serait dictée par les libre-échangistes du parti pas plus que par les protectionnistes à outrance, s'il y en avait. On n'aurait en vue que d'avancer l'intérêt bien compris du pays.

Le dépôt du budget, monsieur l'Orateur, fait toujours époque dans l'histoire financière du pays. C'est le cas du budget actuel si l'on songe que nous nous éloignons de plus en plus en plus de la triste période de 1914 à 1918. L'exposé budgétaire du ministre intérimaire des Finances (M. Robb) a été accueilli avec beaucoup de faveur dans tout le Canada. Il y a un an, les conservateurs de même que la presse se montraient des plus pessimistes au sujet de la destinée malheureuse qui était réservée aux manufacturiers du pays à la suite des propositions fiscales du Gouvernement. Je n'étudierai pas le budget en tant qu'il intéresse tout le pays; je vais parler surtout de la situation en Nouvelle-Ecosse, dont je suis un des mandataires. Je suis peiné d'avouer que ça ne va pas très bien en Nouvelle-Ecosse depuis quelque temps.

M. SUTHERLAND: Ni nulle part ailleurs.

M. KYTE: Pardon; certaines usines en Ontario fonctionnent nuit et jour.

M. SUTHERLAND: Où sont-elles?

M. KYTE: Malheureusement il n'en est pas ainsi en Nouvelle-Ecosse.

M. SPENCE: Vous devriez vivre en Ontario; vous verriez bien alors.

M. KYTE: Je remercie le ciel d'habiter ma province.